

Lutter contre les prix surfaits revient-il à se battre contre des moulins à vent?

La Suisse et son pouvoir d'achat élevé représentent une incitation pour les grands groupes étrangers à en profiter au maximum. Le franc fort n'a fait qu'accentuer un problème structurel. Les producteurs internationaux, qui contraignent notre commerce à s'approvisionner auprès de leurs dépositaires helvétiques en francs suisses, ne rétrocèdent que partiellement les gains de change. Les prix alimentaires sont, par ailleurs, excessif et il faut agir urgemment en ce domaine.

L'îlot de cherté suisse et la protection du marché qui y est liée est un problème qui couve depuis une bonne dizaine d'années. En 1999, le Tribunal fédéral a rendu une décision qui a fait jurisprudence: il a, en effet, garanti à Kodak un quasi-monopole d'importation fondé sur le droit des brevets, qui lui permettait d'exploiter le fort pouvoir d'achat helvétique au travers de prix surfaits. Ce verdict contesté a suscité une cascade d'interventions parlementaires concernant l'îlot de cherté suisse. Malgré une vive résistance, y compris de la part des milieux économiques, les forces qui s'unirent réussirent à lever l'interdiction de fait des importations parallèles de produits protégés par un brevet. Par la suite, le Parlement a approuvé l'introduction en Suisse du principe du Cassis de Dijon. Cela a permis aux prix de diminuer massivement grâce à une intense concurrence et à la productivité élevée du commerce de détail suisse en comparaison internationale.

La force du franc réduit à néant les efforts consentis

La hausse du franc a rappelé brutalement l'écart entre les prix indigènes et ceux pratiqués à l'étranger. Les fonctionnaires chargés de la consommation ont encore échauffés les esprits en comparant les prix des articles de droguerie proposés, d'un côté, par une chaîne allemande bon marché – dénoncée par les syndicats pour son manque de «sensibilité sociale» – et, de l'autre, par des distributeurs helvétiques de produits de marque. Certains consommateurs mécontents se sont défoulés en intensifiant leurs achats à Constance, Weil-am-Rhein ou Thoiry. L'exiguïté du territoire national permet aux personnes motorisées de faire leurs emplettes relativement facilement dans les pays voisins. Cette attitude n'est pas seulement douteuse écologiquement, comme le révèlent les bouchons observés aux postes de douane; elle l'est aussi économiquement. BAK Basel Economics a calculé que les ménages suisses ont acheté nettement plus de produits alimentaires dans la proche zone frontalière depuis le début de l'année que durant 2010. S'agissant des produits carnés, l'Union professionnelle suisse de la viande (UPSV) estime ces achats à quelque 900 millions de francs en 2011.



Gabi Buchwalder
Ingénieure-agronome EPF,
Fédération des coopératives Migros, Zurich

Outre le niveau général des coûts, la force des prix suisses s'explique par des raisons objectives. Ainsi, les producteurs internationaux contraignent notre commerce à s'approvisionner auprès de leurs dépositaires helvétiques en francs suisses et ne rétrocèdent qu'une partie des gains de change, ce qui provoque des écarts de prix exorbitants. Ils ont affiné, dans certains cas, leur modèle commercial fondé sur des prix différenciés en contrôlant strictement les flux de marchandises, afin d'empêcher les marchés gris.

Une solution politique pour les produits obligatoires en rayon

Dans le cas des marques renommées, la concurrence prônée par les économistes ne joue pas. Ainsi, la plupart des hommes qui se rasant à la lame achètent la marque «G» et y restent fidèles, même à l'étranger. Or, contrairement aux prophéties de nos autorités, le tourisme d'achat croissant n'a pas fait baisser le prix des lames de qualité supérieure en Suisse. Le producteur «G» y vend désormais un peu moins, mais davantage en Allemagne. Le problème des produits obligatoires en rayon doit donc se résoudre au plan politique. Il est inadmissible que certains «hard discounters» allemands puissent en proposer à un tarif inférieur au prix de revient suisse. Si c'était l'inverse, que feraient les autorités allemandes? Elles ne resteraient, en tous cas, pas les bras croisés face à de tels abus.

Des prix alimentaires surfaits

Il est curieux que l'on débattenne peu du prix élevé des denrées alimentaires suisses alors qu'on en achète tous les jours, à la différence des lames de rasoir. Cette situation est voulue politiquement, afin de maintenir un fort protectionnisme agricole dans notre pays. Là aussi, les écarts sont criants; il faut agir, comme l'a reconnu le Conseil fédéral. Migros s'est toujours battue politiquement en faveur de la concurrence et contre la fermeture du marché. Elle soutient les négociations sur l'accord de libre échange agricole avec l'UE. Elle appuie également le référendum contre la réintroduction du prix unique du livre: il s'agit-là d'une question de principe, le livre n'entrant pas dans son cœur de métier. ■